



VISION GLOBALE DE RECHERCHE,  
ENTREPRENARIAT SOCIAL ET  
LEADERSHIP



## RAPPORT D'ÉVALUATION PROGRAMMATIQUE FINALE

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET LA  
RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES PAR LES  
CONFLITS AU NORD-KIVU ET EN ITURI « TUJENGE AMANI LEO »**

**TERRITOIRE DE BENI ET DJUGU ET VILLE DE BUNIA ET BENI**

**PROVINCE DE L'ITURI ET DU NORD – KIVU EN RDC**

**Réalisé par : VISION GLOBALE DE RECHERCHE ENTREPRENARIAT SOCIAL  
ET LEADERSHIP "VIGREL" en sigle**

**Grâce au financement de : L'union Européenne**

**RAPPORT FINAL SOUMIS À SOFEPADI et L'Union Européenne**

**Février 2024**

## TABLE DES MATIÈRES

### Contenu

TABLE DES MATIÈRES.....	2
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	4
LISTE DES TABLEAUX.....	4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
1. Résumé de la mise en oeuvre de l'étude.....	6
2. RESUME DES PRINCIPAUX INDICATEURS.....	7
3. INTRODUCTION.....	13
3.1. Contexte et Justification.....	13
3.2. Objectifs de l'étude.....	14
3.2.1. Objectif général.....	14
3.2.2. Objectifs spécifiques de l'étude.....	14
4. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.....	15
4.1. Approche méthodologique globale.....	15
4.1.1. Approche quantitative.....	15
4.1.2. Techniques d'échantillonnage.....	15
4.2. Localisation de l'évaluation.....	17
4.3. Formation des enquêteurs.....	17
4.3.1. Formation théorique :.....	17
4.3.2. Collecte des données.....	17
4.4. TRAITEMENT DES DONNEES.....	18
4.4.1. Saisie des données.....	18
4.4.2. Analyse des données.....	18
4.4.3. Elaboration du rapport.....	18
4.5. Considérations éthiques.....	18
5. RESULTATS DE L'ENQUETE ET DISCUSSION.....	19
5.1. Situation des élèves dans la zone.....	19
5.2. Situation des agriculteurs.....	21
5.3. Situation des jeunes en besoins spécifique devenus entrepreneurs.....	24
5.4. Santé sexuelle et de reproduction ainsi que la cohésion sociale.....	25
6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	29
6.1. Conclusion.....	29
6.2. Recommandations.....	29

7.	ANNEXE.....	34
7.1.	Bases des données analysées .....	34
7.2.	Fiches des focus groupes et entretiens individuelle renseigné,.....	34
7.3.	Liens d'accès au serveur de VIGREL pour l'étude, .....	34
7.4.	Album de quelques images d'étude.....	34
7.5.	Carte de l'étude-zones et localités touchées par l'enquete,.....	34



## L I S T E D E S T A B L E A U X E T F I G U R E S

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Résumé des principaux résultats de l'enquête effectuée en février 2024
Tableau 2	Repartition des enquêtés par localité
Tableau 3	Repartition des entrepreneurs par tranche d'âge

### LISTE DES FIGURES

Figure 1	Repartition des enquêtés par localité
Figure 2	Repartition des enquêtés par secteur
Figure 3	Répartition des éleveurs par tranche d'âge
Figure 4	Type d'élevage effectué
Figure 5	Bénéficiaires ayant fait la rotation des bêtes
Figure 6	Appréciation de l'encadrement du vétérinaire
Figure 7	Bénéficiaire dans son clapier à Bunia - ville
Figure 8	Obstacles rencontrés dans la pratique de l'élevage
Figure 9	Repartition des agriculteurs par localité
Figure 10	Le répondant est chef du ménage
Figure 11	Amélioration de revenu grâce à une AVEC
Figure 12	Problème connu au sein de l'AVEC
Figure 13	Revenu mensuel moyen par sexe et par localité
Figure 14	Répartition de jeunes entrepreneurs par tranche d'âge.
Figure 15	Répartition des jeunes entrepreneurs
Figure 16	Types d'AGR créée
Figure 17	Intégration des jeunes dans le projet à limiter les risques
Figure 18	Réunions/formation dans le domaine de SSR
Figure 19	Le répondant ou le membre de sa famille ayant déjà bénéficié de SSR
Figure 20	Assistance pryscosociale
Figure 21	Connaissance sur les méthodes de contraception
Figure 22	Connaissance du mécanisme de gestion des plaintes
Figure 23	Carte du déploiement des équipes VIGREL dans la ville de Bunia
Figure 24	Carte du déploiement des équipes VIGREL dans le territoire de Beni

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	Activité génératrice des revenus
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
BCNUDH	Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme
GANE	Groupe armé non étatique
SOFEPADI	Solidarité Féminine pour le Droit et le développement Intégral
RDC	République Démocratique du Congo
UE	Union Européenne
VIGREL	Vision Globale de Recherche Entreprenariat Social et Leadership



## 1. Résumé de la mise en oeuvre de l'étude

Ce rapport résume l'évaluation programmatique finale du Projet d'assistance humanitaire au profit de la population de l'Est de la RDC ciblant différentes localités au Nord-Kivu et en Ituri touchées par les conflits et dans lequel on signale le mouvement des populations.

SOFEPADI a lancé en mars 2021 un projet intitulé " renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés affectées par les conflits au Nord – Kivu et en Ituri « TUJENGE ALANI LEO » " avec un co-financement de l'Union Européenne. TUJENGE AMANI LEO est un projet de cohésion sociale mettant un focus sur la résilience économique d'une période de 3 ans. Il cherche de manière globale à renforcer la paix et la cohabitation pacifique des communautés affectées par les conflits dans deux provinces du Nord-Kivu et Ituri. Il compte réaliser quatre résultats à travers sa logique d'intervention.

Au cours de cette étude finale les données ont été collectées selon les objectifs spécifiques du projet, elle cherche à expliquer le niveau final des indicateurs de performance clés et capter le changement tout au long du programme afin d'accroître la compréhension et d'améliorer les services essentiels.

C'est dans ce contexte que le cabinet d'étude externe Vision Globale de recherche entrepreneuriat social et Leadership VIGREL en sigle a réalisé cette évaluation programmatique finale en vue de mesurer la situation finale des différents indicateurs du projet selon les besoins au niveau des cadres de pacification appuyés, les agriculteurs, éleveurs et jeunes impliqués dans le projet et les autorités locales ainsi que certains leaders influents des zones d'intervention.



## 2. RESUME DES PRINCIPAUX INDICATEURS

Le tableau ci-dessous renseigne les principaux indicateurs du projet.

**Tableau 1 : Résumé des principaux résultats de l'enquête effectuée en février 2024**

INDICATEURS	NORD – KIVU et ITURI			
	Cible	Effectif	Valeur en %	Commentaire Veuillez vous assurer que les éléments du tableau reflètent la synthèse des résultats clés de l'étude,
Nombre d'e victimes de violations de droits humains liés aux conflits et enregistrés dans les Provinces du Nord Kivu et de l'Ituri	4500	5273	117%	En 2023, le BCNUDH a documenté 5273 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire, une moyenne de 439 violations et atteintes par mois, ce qui représente une diminution de 12% par rapport à l'année précédente, confirmant une tendance déjà observée au cours des deux années précédentes.  La majorité de ces violations et atteintes ont été commises dans les provinces affectées par les conflits, notamment par les membres de groupes armés (3107 atteintes, soit 77%). Les agents de l'Etat ont été responsables de 900 violations (soit 22%).
Pourcentage de la population vivant en-dessous du seuil international de la pauvreté agrégée par sexe et location géographique.	218	218	100%	Des résultats obtenus des enquêtes menées auprès des ménages, il s'avère que leurs revenus moyens par localité et par sexe est le suivant : Féminin : 105,7\$ à Beni – ville, 108,5\$ à Bunia – ville, 96,5\$ pour celles de Katoto, 112,3\$ à Mangina et 95,7\$ à Mavivi. Tandis que la répartition des hommes est la suivante : 95,0\$ à Beni – ville, 101,3\$ à Bunia – ville, 101,7\$ pour ceux de Katoto, 105,7\$ à Mangina et 103,9\$ à Mavivi

<sup>1</sup> Rapport annuel BCNUDH 2023, consulté le 27 février 2024 [https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/communiquede\\_presse\\_rapport\\_annuel\\_2023\\_final.docx](https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/communiquede_presse_rapport_annuel_2023_final.docx)



Nombre de personnes dont les moyens de subsistance leur permettent de subvenir aux besoins de leur famille	218	167	77%	Il sied de signaler que seuls 167 personnes ayant répondues à l'enquete ménage estiment que leurs moyens de subsistance les aident à subvenir aux besoins quotidiens de leur famille.
Nombre de conflits intra - et intercommunautaires enregistrés	60	62	103%	Se basant sur des rapports d'activités effectués par les équipes de mise en œuvre, un cumul de 62 conflits intra et intercommunautaire ont été enregistré, la principale cause est que la zone dans laquelle a lieu l'intervention y demeure encore l'insécurité.
Nombre de personnes ayant accès aux soins de SSR, la planification familiale, l'assistance psychologique et des informations y liées, (F/H), âge, catégorie sociale	3000	11189	268%	La revue documentaire des rapports d'activités a renseigné que jusqu'à février 4136 personnes ont eu accès aux services de sensibilisations et soins sur la santé sexuelle reproductives, et planification familiale parmi lesquels 594 hommes, 1282 femmes, 624garçons et 1636filles, 341 ont bénéficié de l'assistance psychologique. <sup>2</sup>
Nombre d'associations agricoles et jardins communautaires opérationnels et viables dans les 5 sites ciblés	5	5	100%	De part notre descente sur terrain, il a été montré que dans toutes les localités (5) dans lesquelles le projet a été mis en œuvre les associations agricoles ont été mises en place ainsi que les jardins communautaires sont existants partout et où les participants sont actifs seulement ses structures n'ont pas atteint la finalité d'être des cooperatives agricoles
Nombre de personnes ayant accès aux ressources financières grâce à leur participation aux AVEC (H/F)	116	102	88%	Selon nos données recoltées 88% de bénéficiaires participent dans ces associations agricoles,
Nombre de personnes ayant amélioré leurs compétences en gestion d'affaires grâce aux formations	199	197	99%	Partant de notre évaluation 199 personnes ont déclaré avoir suivi une formation en gestion des affaires, parmi lesquelles 199 affirment que ces activités ont pu augmenter leurs revenus grâce aux initiatives entrepreneuriales au bénéfice de la communauté.

<sup>2</sup> Rapport semestriel d'activité, SOFEPADI.



Nombre de personnes percevant un revenu grâce à leur participation aux associations agricoles et/ou jardins communautaires	102	92	90%	Sur un échantillon de 116 agriculteurs dans la zone, 102 sont membres actifs dans une association, les autres ont déclaré que l'insécurité étant une cause limitant leur accès. Sur les 102 répondants 90% ont déclaré percevoir un revenu grâce à leur participation.
Revenu mensuel moyen des ménages bénéficiaires des associations agricoles et jardins communautaires (F/H), 90\$ par ménage	90\$	102\$	113%	Le revenu mensuel moyen des agriculteurs est de 102\$, celui des femmes est de 104\$ pendant que les hommes affirmaient avoir 98,4\$ ; en se basant sur une participation à l'évaluation de 66% des femmes contre 34% des hommes.
Nombre de jeunes avec des compétences renforcées grâce à leur participation aux formations professionnelles (F/H)	51	51	100%	Notre étude a pu atteindre directement 51 jeunes qui ont tous déclaré avoir bénéficié des différentes formations orientées dans l'entrepreneuriat, dont 24% étaient des garçons et 76% filles dans les 5 localités. Parmi ces jeunes 28 (55%) déclarent être des déplacés, 22 (43%) des résidents tandis que 1 (2%) est retourné.
Nombre de jeunes alphabétisés grâce à l'action (H/F), âge (124 Hommes et 100 Femmes, dont l'âge varie entre 15 et 25 ans)	250	126	50%	Sur base des rapports, à la fin du présent projet seuls 126 jeunes ont bénéficiés de l'activité d'alphabetisation.
Nombre de personnes ayant pu augmenter leur revenu grâce aux initiatives entrepreneuriales entreprises par les jeunes au bénéfice de la communauté (140 Hommes et 175 Femmes)	51	50	98%	Parmi les jeunes bénéficiaires qui ont été ciblé par cette évaluation 98% ont pu améliorer leur revenu à travers les activités entrepreneuriales combinées avec leur AGR.
Nombre de conflits intra- et/ou intercommunautaires résolus dans chaque zone ciblée grâce aux décisions/engagements/actions pris à la suite des dialogues de médiation, tribunes d'expression populaire et plaidoyer organisés grâce à l'action	30	30	100%	Le cumul actuel dégage 30 conflits dont les derniers enregistrés sont au nombre de 12 répertoriés comme ceci : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 Par le plaidoyer</li> <li>- 6 le Dialogue</li> </ul>



				- 6 Par des médiations
Nombre des femmes qui participent dans des décisions concernant l'utilisation de ressources productives (choix des cultures, entrées, la vente/le transfert des terrains)	375	375	100%	Les données issues de focus-goup combinées à celles de entretiens semi-structurés ont montré que les leaders communautaires issus des GD, CLPD et CLSP ont été outillés et sensibilisés.
Nombre de leaders communautaires qui sont sensibilisés et connaissent les facteurs de division grâce à l'action (150 Hommes et 225 Femmes)	375	375	100%	Les leaders de la communauté ont déclaré avoir été outillés et sensibilisés sur les facteurs de division grâce à l'action.
Nombre de leaders communautaires qui s'engagent activement dans la résolution des conflits	375	375	100%	Selon les données ayant été reçues à travers les focus groupes ainsi que les interviews structurées, la communauté confirme l'implication des leaders ayant été choisis dans le cadre de ce projet pour œuvrer dans la résolution des conflits.
Taux de victimes de discrimination sociale et de violation des droits humains liés aux conflits	-	527	83 %	Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023, le BCNUDH a documenté des cas de violences sexuelles liées aux conflits ayant affecté 527 victimes (509 femmes et 18 hommes), ce qui représente une augmentation de 1 % par rapport au nombre de victimes (514) pour 2022. Les membres de groupes armés ont été responsables de 83 % de ces violences sexuelles, avec un total de 437 victimes. <sup>3</sup> Cette tendance demeure la même dans les zones d'intervention du projet étant donné que les acteurs et groupes armés y sont actifs.

<sup>3</sup> Rapport annuel 2023 du BCNUDH, consulté le 27 février 2024, [https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/communique\\_de\\_presse\\_rapport\\_annuel\\_2023\\_final.docx](https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/communique_de_presse_rapport_annuel_2023_final.docx)



## **Sythese des resultats clés des volets de mise en œuvre**

### **a) Elevage**

L'accompagnement de l'élevage a permis à certains bénéficiaires de créer une nouvelle source de revenus, contribuant ainsi à l'amélioration de leur niveau de vie. Malgré les difficultés rencontrées, notamment la peste porcine qui a été la principale cause, les éleveurs ont développé des mesures d'atténuation pour y faire face. Cependant, dans une zone encore en conflit, certains ont été contraints de laisser leurs bêtes pendant les déplacements, ce qui a entraîné des vols de bétail. En conclusion, cette activité a renforcé la résilience des participants dans les zones du projet, malgré la crise sécuritaire volatile causée par les groupes armés.

### **b) Agricole**

Les activités agricoles ont connu un succès notable grâce à la mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC). Ces associations ont grandement contribué à l'amélioration des conditions de vie des participants, malgré le contexte sécuritaire tendu dans les zones du projet. Cependant, certains bénéficiaires ont été contraints de ne pas participer à toutes les activités prévues en raison de cette situation. L'agriculture, combinée aux associations créées dans le cadre du projet, a permis de trouver des solutions aux problèmes susceptibles d'affecter la cohésion sociale des participants. Ces mécanismes ont joué un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience des communautés face aux défis sécuritaires posés par les groupes armés.

### **c) Cohesion sociale**

En effet, les relations de rapprochement et de collaboration entre les membres de la communauté se sont renforcées. Ils se réunissent pour discuter des problèmes de leurs villages. Comparativement à la période précédant l'arrivée du projet, les relations se sont améliorées. Les membres de la communauté ont été formés à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits. On observe désormais une cohabitation pacifique au sein de la communauté, grâce aux compétences acquises lors de ces formations. Les gens se réunissent autour de la table pour résoudre leurs différends.

### **d) Resilience socio economique**

Les jeunes identifiés dans le cadre du projet Tujenge Amani Leo ont suivi des formations spécifiques à leur domaine d'intérêt. Cet apprentissage les encourage à prendre en main leur avenir et à devenir indépendants, réduisant ainsi la tentation de rejoindre des groupes armés. Qu'il s'agisse de filles ou de garçons, ils ont acquis des compétences professionnelles qui les rendent autonomes et les éloignent des influences néfastes. Tout jeune ayant suivi assidûment ces formations voit désormais les choses sous un nouvel angle. Les valeurs inculquées lors de ces formations sont ancrées dans nos vies.

### **e) Santé sexuelle reproductive**

Les activités de la santé sexuelle reproductive ont effectivement pu atteindre la plupart de participants au projet, car ils ont participé au moins aux sensibilisations ou réunions tenue dans ce sens, bien que peu on déclaré en avoir bénéficié directement ou un membre de leurs familles en a été bénéficiaire.

#### **f) Accompagnement psychologique des victimes des conflits**

La communauté a attesté être au courant de la prise en charge psychologique des victimes des conflits dans le cadre de ce projet et la majorité estime avoir obtenu un suivi psychologique de la part de SOFEPADI.

Il résulte des résultats ci-haut présentés dans le tableau 1 des renseignements importants suivants :

- 1) *A la fin du projet « TUJENGÉ AMANI LEO » les revenus moyens dans toutes les zones sont largement supérieurs au seuil de pauvreté tel que défini par le standard défini par la FAO pour notre pays, étant de 2,18\$ par jour.*
- 2) *Malgré les efforts de pacification qui sont fournis par les différentes parties prenantes, il n'y a pas diminution significative des violences liées aux conflits armés étant donné que les groupes armés non étatiques (GANE) continuent à commettre des exactions contre les civiles.*
- 3) *Les formations sur la gestion entrepreneuriale des jeunes leurs a permis non seulement de posséder une AGR mais aussi à voir une amélioration dans leurs revenus actuels*
- 4) *Le revenu mensuel des ménages ayant participé à ce projet a considérablement augmenté, principalement ceux qui sont membres des AVEC, mais aussi grâce aux formations reçues sur la bonne gestion financière.*
- 5) *Les différents leaders communautaires se sentent impliqués dans la résolution des conflits, grâce à la formation ainsi qu'à la sensibilisation sur les facteurs de division grâce à l'action ;*

#### 3.1. Contexte et Justification

La situation dans le territoire de Beni, en République démocratique du Congo (RDC), est complexe et marquée par des défis sécuritaires. Selon le groupe d'études sur le Congo (GEC) a identifié plus d'une centaine de groupes armés actifs dans les provinces de l'Est de la RDC notamment le Nord et Sud – Kivu, l'Ituri et du Tanganyika. C'est ainsi que dans la province de l'Ituri, la majorité des groupes actifs sont issus de la vague d'insécurité qui a touché la région depuis fin 2017. Certains de ces groupes ont des liens historiques avec les anciens Mai-Mai Simba. La région de Beni a été le théâtre de violences perpétrées par ces groupes armés, il a été répertorié en janvier 2021, plus de 150 victimes ont été tuées dans le territoire de Beni en l'espace de deux mois. L'intensification des combats entre les groupes Mai-Mai, FRF Gumino, et Twigwaneho continue de menacer gravement les enfants et d'exacerber la crise humanitaire en RDC<sup>4</sup>. Malgré les efforts pour désarmer certains groupes, la situation reste préoccupante. Les groupes armés ont des ramifications avec des pays limitrophes, ce qui complique la résolution du conflit.

La situation dans le territoire de Djugu, en Ituri, est alarmante en termes de sécurité. Entre le 15 janvier et le 15 février 2024, au moins 68 civils ont été tués lors d'attaques menées par des groupes armés dans cette région. Dans la province de l'Ituri on y retrouve six groupes armés qui sont actuellement actifs dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa qui sont constitués en majorité de membres issus des communautés locales<sup>5</sup>.

Les violences perpétrées par ces groupes armés ont un impact négatif sur la protection des populations civiles. Depuis le début de l'année, les violences se sont accentuées, mettant en difficulté les activités humanitaires dans la région.

Les tensions intercommunautaires, liées aux conflits fonciers et à la lutte pour le contrôle des ressources minérales, sont l'une des causes de la crise en Ituri.

Malgré l'état de siège en place depuis plus de deux ans, les violences armées persistent dans cette partie du pays. La situation reste préoccupante, et la consolidation de la paix demeure un défi majeur.

En somme, la pacification dans les territoires de Beni et Djugu nécessite une approche multidimensionnelle, alliant sécurité, développement et dialogue pour réduire l'insécurité et protéger les populations vulnérables.

C'est dans ce sens que le projet « TUJENGE AMANI LEO » a été exécuté durant trois ans dans les deux territoires les plus touchés à savoir Djugu et Beni par le financement de l'Union Européenne afin de renforcer la cohésion pacifique ainsi que la résilience économique de la population affectée par ces conflits armés.

Ce projet a été exécuté dans les localités de Beni – ville, Mavivi et Mangina dans la province du Nord – Kivu et Bunia – ville et Katoto dans celle de l'Ituri.

<sup>4</sup> <https://news.un.org/fr/story/2021/01/1087422>

<sup>5</sup> [RDC: la situation sécuritaire est alarmante en Ituri, au moins 68 civils tués en un mois | Actualite.cd](#)

## 3.2. Objectifs de l'étude

### 3.2.1. Objectif général

Évaluer de manière approfondie la mise en œuvre du projet “ TUJENGE AMANI LEO ”, qui s'est déroulé de mars 2021 au 29 février 2024. Cette évaluation visait à fournir des informations sur l'atteinte des objectifs du programme, à analyser les indicateurs du projet et à formuler des recommandations pour une nouvelle phase possible du projet. Tel est l'objectif général de cette évaluation.

### 3.2.2. Objectifs spécifiques de l'étude

Cette évaluation est faite en vue de :

- Quantifier l'impact de l'intervention du projet dans la zone grâce aux activités menées sur le renforcement de la cohésion pacifique ;
- Déterminer dans quelle mesure les indicateurs de base du projet a contribué à améliorer la résilience de population affectée par les conflits à travers les activités agricoles ; élevages ainsi que celle de l'entrepreneuriat social des jeunes ;
- Obtenir auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet leur appréciation de la manière dont ce dernier a pu contribuer à long terme à la cohésion sociale à travers la paix, l'agriculture, l'élevage et l'entrepreneuriat ;
- Évaluer la manière par laquelle les leaders communautaires ainsi que les membres de la communauté arrivent à résoudre les conflits intra et intercommunautaires à travers les décisions, engagements ou les actions prises grâce aux dialogues, à la médiation, aux tribunes d'expression populaire ainsi que les plaidoyer organisés grâce à l'action ;
- Déterminer la manière dont le projet a contribué dans l'accès des femmes, filles, hommes et garçons aux soins de santé sexuelle et de la reproduction ainsi qu'aux services liés et à la prise en charge des victimes de conflits.

## 4. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

### 4.1. Approche méthodologique globale

Au cours de cette étude, nous avons recouru aux méthodes mixtes, c'est-à-dire celles combinant les approches qualitatives et quantitatives conjointement afin d'approfondir les données collectées et mieux faire une triangulation. Les deux approches nous ont aidés à renseigner les indicateurs d'Outcome et d'output tels que définis dans le tableau des indicateurs de performance du projet.

#### ❖ Approche qualitative

Pour les enquêtes qualitatives, avec un échantillonnage sélectif, deux techniques de collecte ont été utilisées : des entretiens semi-structurés et des discussions en groupe.

Nous avons réalisé 15 Focus groupes à raison de trois par localité dont l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes et l'autre mixte avec la participation de 8 personnes parmi lesquelles les déplacés, les leaders communautaires (enseignants, religieux), les autorités locales, la société civile, organisations féminines, des personnes vivants avec handicap, les jeunes, les pygmées, ont été représentés dans chaque focus groupe à organiser.

Pour ce faire, différents outils ont été développés par VIGREL, il s'agit de :

- FGD Guide,
- KII Guide des personnalités clés et leaders communautaires

A part les focus groupes, 15 entretiens semi-structurés ont été réalisés auprès des différentes couches de la population qui ont impliquées dans le projet, à savoir les chefs de localités, le représentant des jeunes, les chefs de groupements, les vétérinaires ainsi que les membres de comités locaux.

#### 4.1.1. Approche quantitative

Un questionnaire d'enquête ménage a été utilisé dans le cadre de cette évaluation afin de renseigner certains indicateurs d'Outcome et outputs prédéterminés. Ce questionnaire a été paramétré sur Odk Collect et téléchargé dans les tablettes pour collecter des données quantitatives dans les zones sélectionnées.

Ainsi, les données quantitatives ont été recueillies à partir d'un échantillon représentatif de bénéficiaires directs du projet vivant dans cinq localités (Beni – ville, Bunia – ville, Mangina, Mandima et Katoto).

#### 4.1.2. Techniques d'échantillonnage

Dans l'ensemble le projet a prévu d'atteindre 750 personnes directement qui ont bénéficié du projet dans le cadre de la résilience économique. Mentionnons tout de même que, tenant compte des contraintes de temps, de budget et de faisabilité, il n'a pas été aisé d'étendre l'enquête à toute la population cible de cinq sites ciblés.

Dès lors, il a été judicieux de calculer l'échantillon minimum acceptable, et ce, de manière objective et représentative possible. L'enquête a été réalisée à l'aide d'un échantillonnage aléatoire simple

des bénéficiaires ayant participé au projet, en se basant sur la population au prorata de chaque zone, c'est ainsi que la formule suivante a été utilisée :

$$n = \frac{\lambda^2 * P(1 - P) * N}{\lambda^2 * P(1 - P) + (N - 1) * \varepsilon^2}$$

La taille de l'échantillon a été calculée avec un seuil de confiance de 95%, avec comme marge d'erreur d'échantillonnage de 5% dans cette étude. La population d'étude (estimée à environ 750 personnes) nous avons pu obtenir la taille de l'enquête à 218 bénéficiaires.

La taille initiale prévue de notre échantillon étant de 218 ménages sélectionnés, après collecte des données 218 ménages ont été enquêtés en raison de :

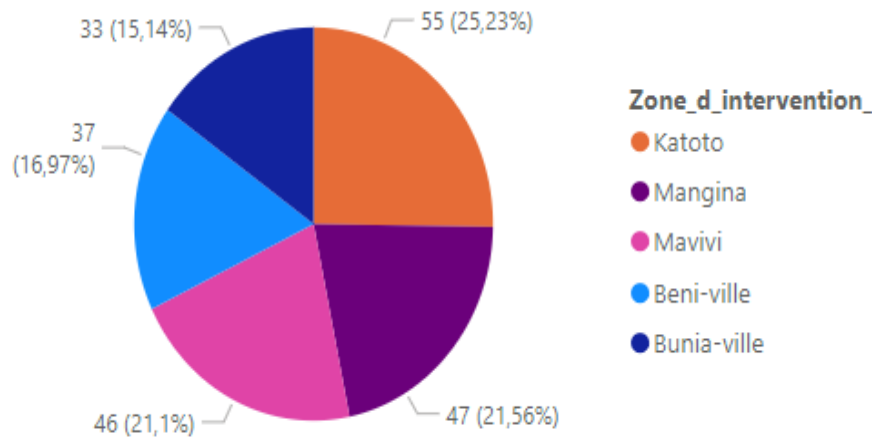


Figure 1. Répartition des enquêtés par localité

	Nombre	%
<b>Localité</b>		
Beni ville	37	17%
Katoto	55	25%
Bunia ville	33	15%
Mangina	47	22%
Mavivi	46	21%
<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>100%</b>

Tableau 2. Répartition des enquêtés par localité

- 37 menages à Beni – ville
- 55 à Katoto
- 33menages à Bunia – ville
- 47 à Mangina et
- 46 à Mavivi

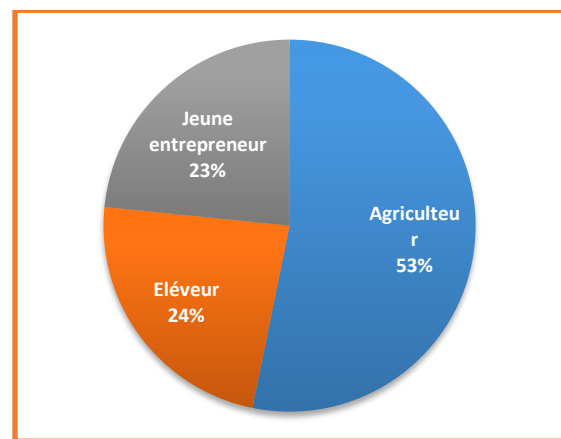


Figure 2. Répartition des enquêtés par secteur

En plus des données qualitatives collectées pour ce qui est de l'évaluation qualitative celle-ci a touchée 120 personnes pour les focus groupes (60 femmes et 60 hommes), les entrevues avec informateurs clés dans les zones enquêtées ont pu atteindre 30 personnes identifiées comme ayant été impliquées dans la mise en œuvre du projet.

## 4.2. Localisation de l'évaluation

L'enquête s'est déroulée dans les provinces de l'Ituri et du Nord – Kivu en villes de Bunia et Beni ainsi que dans les territoires de Djugu (précisément dans le groupement Luvangire, localité de Katoto), Beni (Localités de Mavivi et Mangina).

## 4.3. Formation des enquêteurs

### 4.3.1. Formation théorique :

Les deux premiers jours de capacitations, tous les membres des équipes d'enquête (superviseurs, équipe de coordination de l'évaluation et enquêteurs) ont été conviés et les thèmes suivantes ont été abordés ::

- ✓ Aperçu sur le projet avec l'équipe de la SOFEPADI,
- ✓ Présentation de l'enquête et de ses objectifs,
- ✓ Méthodologie de l'enquête (échantillonnage, sélection des personnes à enquêter)
- ✓ Réalisation d'entretien et les techniques de communication,
- ✓ Remplissage des questionnaires,

#### a) Formation pratique :

La théorie a été complétée par plusieurs exercices pratiques individuels et en binome. A l'issue de cette formation un test a été effectué afin de choisir les meilleures personnes pour être enquêteurs, superviseurs et chefs d'équipe. La pré-enquête a été faite une fois la composition des équipes effectuée.

#### b) Pré-enquête

Elle a permis aux enquêteurs de tester les outils de collecter les données selon les procédures indiquées dans la méthodologie. Une séance plénière a été organisée après la pré-enquête qui a pu aboutir de discuter des difficultés rencontrées par les enquêteurs et éventuellement d'apporter des améliorations aux outils de collecte.

#### c) Sélection finale des enquêteurs

La sélection finale des enquêteurs a été faite sur base des résultats combinés des différentes évaluations (Quiz) faites pendant la formation, du post test, du test de standardisation et de la pré-enquête. La constitution et la répartition des équipes ont tenu également compte du contexte genre.

### 4.3.2. Collecte des données

Les données ont été collectées sur terrain auprès de chaque ménage sélectionné selon la méthodologie décrite ci-dessus à l'aide des tablettes préalablement testés lors de la pré-enquête.

La collecte des données a duré 4 jours et a été assurée par 2 équipes dans les zones de mise en œuvre au Nord-Kivu et Ituri. Les équipes ont été assistées par des accompagnateurs qui les ont guidés vers les sites et les ménages échantillonnés.

Les principales tâches assignées aux enquêteurs, chef d'équipe et aux superviseurs ont été détaillées dans le manuel de formation.

***Compte tenu de la situation sécuritaire qui a prévalu pendant la période de collecte des données dans le territoire de Djugu, les bénéficiaires ont pu être joints par téléphone depuis la ville de Bunia, étant donné que la zone était déconseillée pour les activités.***

## 4.4. TRAITEMENT DES DONNÉES

### 4.4.1. Saisie des données

Les données récoltées ont été au préalable vérifiées sur terrain par les superviseurs et le chargé de la base des données. Une réunion se tenait chaque soir pour s'assurer que les données qui sont sur le serveur sont correctes. Après les étapes citées, les données étaient envoyées au serveur de VIGREL qui est logé sur [www.ona.io](http://www.ona.io) grâce à l'application ODK quotidiennement.

### 4.4.2. Analyse des données

L'analyse des données a été réalisée à l'aide des logiciels SPSS Version 21 et Excel. Les données qualitatives ont été analysées par le logiciel MaxQDA, tandis que la visualisation a été faite à travers PowerBI et canva.

### 4.4.3. Elaboration du rapport

Le rapport a été élaboré par le Cabinet d'étude VIGREL.

## 4.5. Considérations éthiques

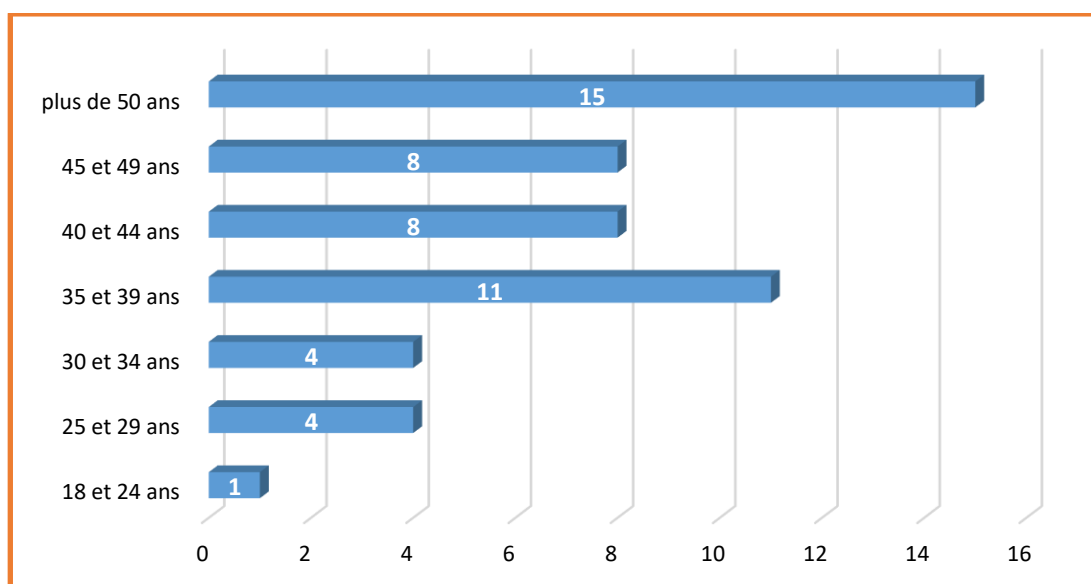
Les autorités politico-administratives et sanitaires ont été informées au préalable de l'objectif et des modalités de la collecte des données. Leur autorisation et leur collaboration a été requise pour la réalisation de l'enquête.

Dans chaque grappe enquêtée, les équipes ont été accompagnées par un éclaireur ou Relais Communautaire, choisi parmi les personnes influentes du village, pour faciliter leur introduction dans les ménages et la coopération des familles. L'éclaireur ou Relais Communautaire prévenait à l'avance le chef et les habitants du village ciblé du passage des enquêteurs, afin de s'assurer que ceux-ci soient présents et prévenus des intentions des équipes. Une fois dans le ménage, après une brève présentation, les équipes demandaient le consentement de chef de famille pour collecter les données.

### 5.1. Situation des éleveurs dans la zone

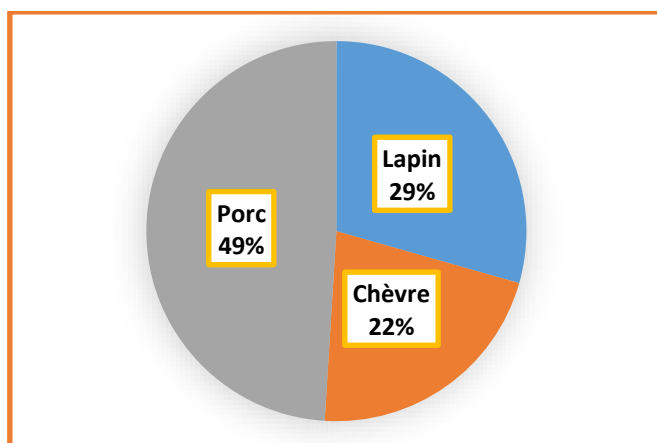
Au courant de cette évaluation en se basant de la repartition des échantillons, nous avons pu atteindre 51 éleveurs sur les 218 bénéficiaires ciblés au total, qui ont été répartis de la manière suivante par localité :

- Beni – ville : 8 répondants ;
- Bunia – Ville : 6 répondants
- Katoto : 15 répondants ;
- Mangina : 11 répondants et
- Mavivi : 11 répondants.

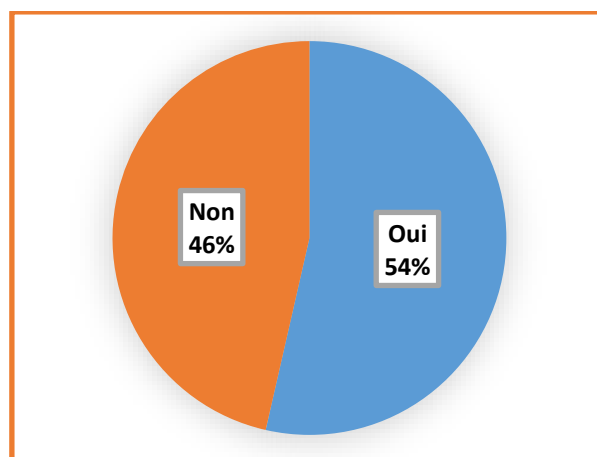


**Figure 3.** Répartition des éleveurs par tranche d'âge

L'analyse des données montre que des répondants que nous avons pu joindre 90% (46 répondants) ayant déclaré être les chefs de ménage contre 10% (5 répondants) qui ne sont pas. Il s'en est ressorti de la part de leurs déclarations que la totalité des éleveurs ont pu avoir un appui de la part des vétérinaires pour mener à bien leur élevage. Parmi eux 29% ont reçu les lapins, 49% déclarent avoir reçu les pors tandis que 22% ont bénéficié des chèvres.

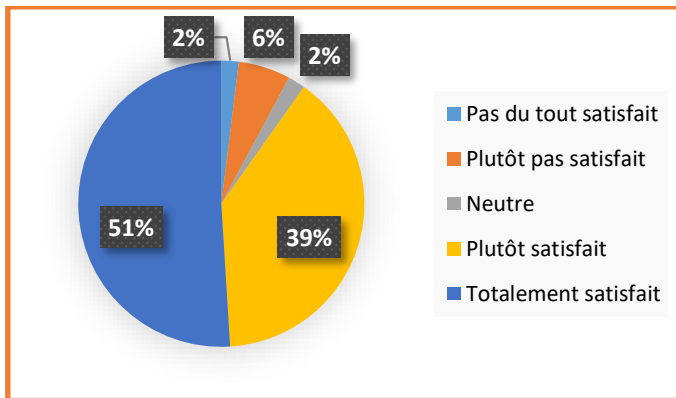


**Figure 4** Type d'élevage effectué



**Figure 5** Bénéficiaires ayant fait la rotation des bêtes

Dans le cadre de la reproduction durant le cycle du projet 55% des éleveurs ont assuré que leurs bêtes ont pu procréer. Selon les analyses 54% des bénéficiaires dont les bêtes ont mis bas déclarent avoir donné leur petits aux autres dans le cadre rotatif, tandis que les 46% disent ne pas l'avoir fait. Les déclarations des causes avancées pour lesquelles les bêtes n'ont pas pu se procréer sont diverses, allant du retard de la distribution des bêtes, tandis que certains affirment les avoir perdues à cause du vol ou sont tombées malades. Certains de ceux ayant reçu les porcs disent que la peste porcine ayant ravagé certains procs à été à l'origine de ce manque de continuité rotatif. Toute fois d'autres disent que leurs bêtes sont encore enceintes et espèrent qu'elles vont mettre bas bientôt.



En ce qui concerne l'appréciation de l'appui des vétérinaires par les bénéficiaires, il s'en sort que leur encadrement a été jugé satisfaisant par 90% des répondants (51% disant être totalement satisfait tandis que 39% déclarent être plutôt satisfait). Seulement 8% ont donné un avis négatif (2% étant pas du tout satisfait et 6% plutôt pas satisfait) et 2% se sont déclaré neutre à donner un quelconque jugement.

**Figure 6.** Appréciation de l'encadrement du vétérinaire

Pendant l'élevage des bêtes reçues 39 répondants (76% des 51 bénéficiaires) ont déclaré avoir connu un ou plusieurs obstacles dans la pérennisation de cette activité ; ceux qui ont évoqués sont les suivants :

- La maladie qui a pu emporter certaines bêtes, principalement la peste porcine ;
- Difficulté d'accéder aux herbes/provantes pendant la période sèche ;
- L'insécurité qui a poussé à l'abandon des bêtes ;
- Le vol des bêtes par les habitants n'ayant pas bénéficié du projet.

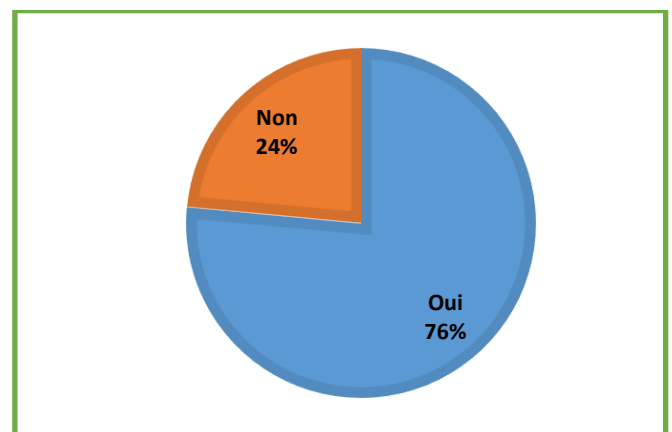
Ceux qui déclarent n'ayant pas connu (12 bénéficiaires sur les 51, 24%) les obstacles, ils ont quand même développé des mesures de mitigation afin de mener à bien l'élevage, il s'agit de :

- Prendre soin des bêtes en ayant un contact régulier avec le vétérinaire ;
- Veiller à la construction des cages ainsi que sur leurs entretiens
- Faire le suivi permanent de leurs évolution



**Figure 7.** Bénéficiaire dans son clapier à Bunia - ville

Hormis le fait de céder la bête une fois qu'elle a mis bas, 31% des bénéficiaires ont déclaré avoir vendu une fois qu'elles étaient matures et 69% ont indiqué n'avoir pas fait ça. Partant de leur élevage 31% des



**Figure 8.** Obstacles rencontrés dans la pratique de l'élevage

éleveurs ont déclaré avoir développé une nouvelle source des revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles, entre autres :

- Le petit commerce
- La vente des animaux issus de l'élevage
- Créer un nouveau type d'élevage.

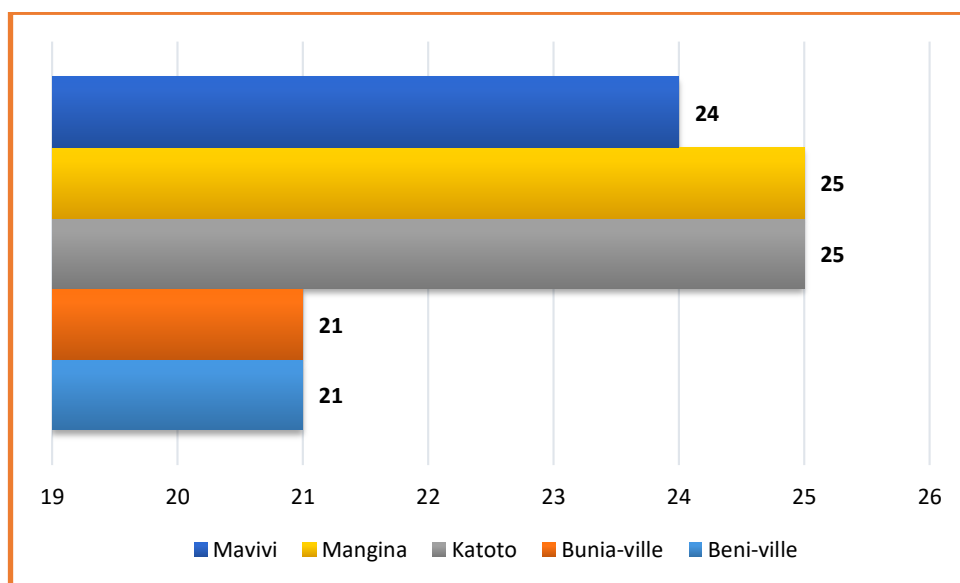
En somme la participation à l'élevage est une activité qui a été très bien accueillie par les participants au projet et la population, cela grâce à un suivi par les vétérinaires et para-vétérinaires au quotidien dont les services ont été satisfaisants. L'accompagnement de l'élevage a permis à certains bénéficiaires de se créer une nouvelle source de revenu, ce qui a contribué à l'amélioration de leurs niveaux de vie. Il a été ressorti que malgré les difficultés rencontrées (notamment la peste porcine, qui a été la principale cause), cependant les éleveurs ont développé certaines mesures de mitigation pour y faire face, bien que la zone soit encore sous conflit, certains étaient contraints de laisser leurs bêtes pendant le déplacement, ce qui a conduit aux vols des bétails.

En conclusion, cette activité a été bénéfique dans les zones du projet ainsi qu'aux participants car elle a contribué à renforcer leurs capacités de résilience durant cette période qui demeure en crise sécuritaire volatile causée par les groupes armés.

## 5.2. Situation des agriculteurs

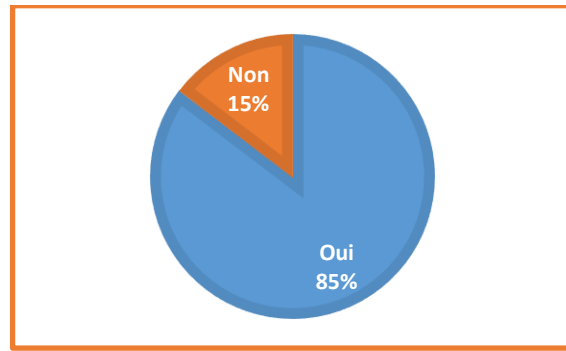
Sur le terrain les enquêteurs ont pu atteindre 116 agriculteurs ayant participé au programme parmi 218 ciblés par cette étude en général ; il s'agit de 76 femmes qui représente 66% et 40 hommes faisant 36%. Les tranches d'âges des répondants varient de la manière suivante :

- 1 Répondant a l'âge qui varie entre 15 et 17 ans
- 5 Répondants ont l'âge qui varie entre 18 et 24 ans
- 2 Répondants ont l'âge qui varie entre 25 et 29 ans
- 17 Répondants ont l'âge qui varie entre 30 et 34 ans
- 11 Répondants ont l'âge qui varie entre 35 et 39 ans
- 19 Répondants ont l'âge qui varie entre 40 et 44 ans
- 15 Répondants ont l'âge qui varie entre 45 et 49 ans et
- 46 Répondants ont plus de 50 ans



**Figure 9.** *Repartition des agriculteurs par localité*

Sur les 116 ménages ayant répondu à l'enquête 99 ont déclaré être les chefs de leurs ménages soit 85% tandis que 17 ou 15% ne le sont pas.



**Figure 10.** *Le répondant est chef du ménage*

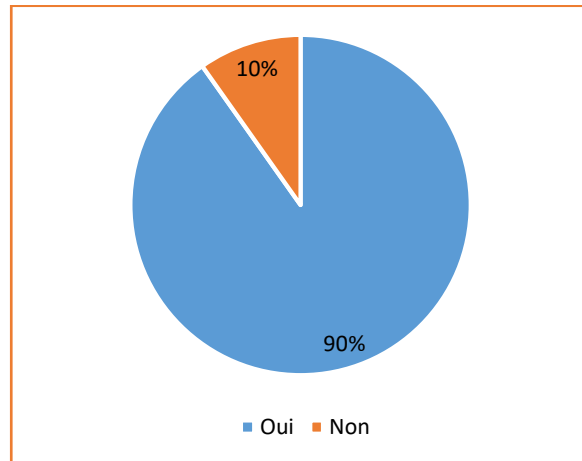
En ce qui est de la culture adoptée 33% ont fait celle maraichère, 34% ont développé la culture vivrière tandis que 34% ont fait les deux cultures à la fois. Les produits cultivés par les participants sont variés et sont cités de la manière suivante :

- Le maïs
- Le riz
- Le manioc
- Le soja
- Les aubergines
- Les choux ainsi que
- Les épinards

Parmi 116 bénéficiaires ayant participé aux activités agricoles 102 ont déclaré faire parti d'une AVEC soit 88%, tandis que ceux représentant 12% ne sont pas membres d'AVEC. Les participants ayant participé à une AVEC ont déclaré à 89% (91 répondants) avoir reçu un emprunt de leurs associations contre 11% qui n'ont pas eu recours à cela. Les emprunts octroyés ont permis aux bénéficiaires de faire certaines activités génératrices de revenu ou à répondre aux besoins urgents/nécessaires de leurs ménages.

Les raisons suivantes pour lesquelles les bénéficiaires ont recourus à un emprunt dans l'AVEC ont été évoqués :

- Ouverture d'un petit commerce ;
- Paiement de soins médicaux des familles ;
- Achat des bétails pour faire l'élevage ;
- Création d'une activité génératrice de revenus et paiement de la scolarité pour les dépendants



**Figure 11.** *Amélioration de revenu grâce à une AVEC*

Les analyses ont démontré que 90% de agriculteurs qui participent à une AVEC ont déclaré que leurs revenus ont pu s'améliorer grâce à leurs participations aux AVEC ce qui les a permis d'entreprendre une activité génératrice des revenus qui les a amenés à renforcer l'appui au paiement des frais scolaires pour l'éducation de leurs enfants, entreprendre l'élevage, et contribuer aux soins médicaux pour la santé du ménage.

Parcontre 10 % de certains bénéficiaires agriculteurs n'ont pas remarqué une amélioration dans leurs revenus malgré leurs participation à une AVEC, cela est principalement due à l'insécurité dans leurs zones, ainsi que le multiciplicité des dépenses quotidiennes des ménages. 84% d'agriculteurs n'ont enregistré aucune incompréhension ou dispute dans l'AVEC ce qui demontre un impacte positif de la cohasion sociale entre membres et dans la communauté grace aux activités de paix initié par le projet.

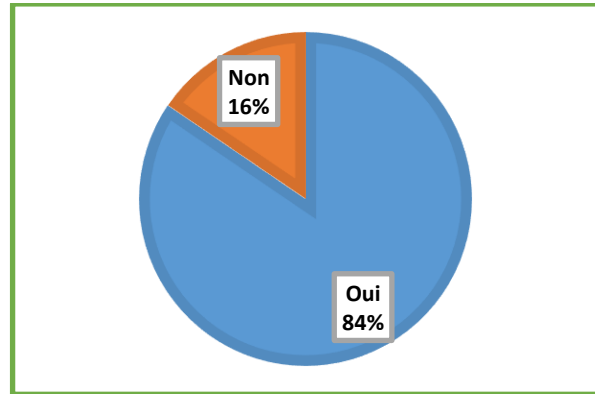


Figure 12. Problème connu au sein de l'AVEC

Parmis ceux qui ont déclaré avoir vécu une incompréhension, sont venus à bout grâce notamment à :

- L'implication des groupes de dialogue appuyés par le projet ;
- Le travail fait par différentes commissions de discipline des AVEC ;
- Le travail de renforcement de cohabitation et collaboration entre membres effectué par les staffs de la SOFEPADI ;
- L'entremise et implication des leaders locaux.

En général les activités de l'agriculture ont pu bien fonctionner et cela à travers la création des AVEC qui ont ainsi contribué à l'amélioration des conditions des vies des participants, malgré la situation sécuritaire relative dans les zones du projet, ce qui a contraint à certains bénéficiaires de ne pas participer à la totalité des activités prévus. Grace à l'agriculture combinée aux associations créées dans le cadre du projet il a été possible de trouver des solutions aux problèmes pouvant affectés la cohésion sociale des participants et cela à travers les différents mécanismes mis en place.

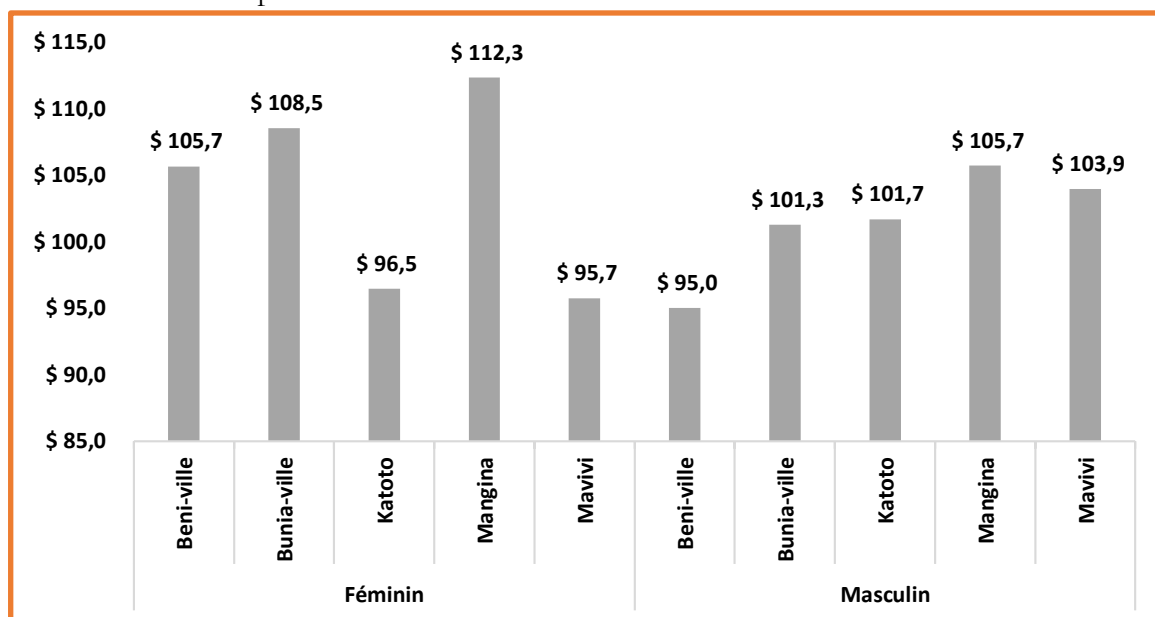


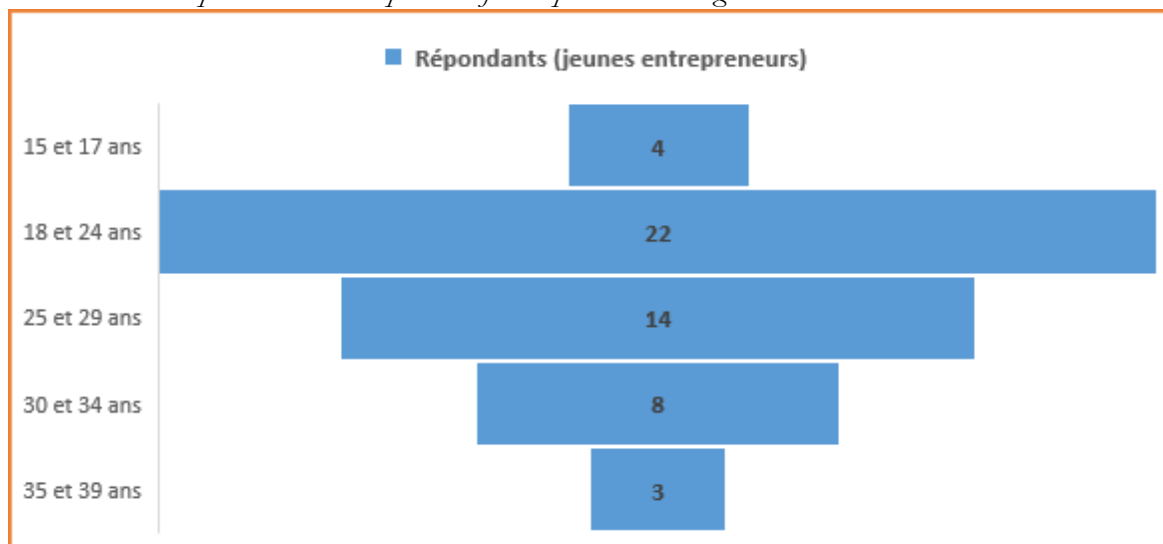
Figure 13. Revenu mensuel moyen par sexe et par localité

### 5.3. Situation des jeunes en besoins spécifique devenus entrepreneurs

Se basant des calculs effectués pour la détermination de l'échantillon, 51 jeunes en besoins spécifiques impliqués devenus entrepreneurs ont été identifiés en tant que répondants dans notre étude selon leur tranches d'âge, ils sont repartis comme suit :

Tranche d'âge	Répondants
15 et 17 ans	4
18 et 24 ans	22
25 et 29 ans	14
30 et 34 ans	8
35 et 39 ans	3

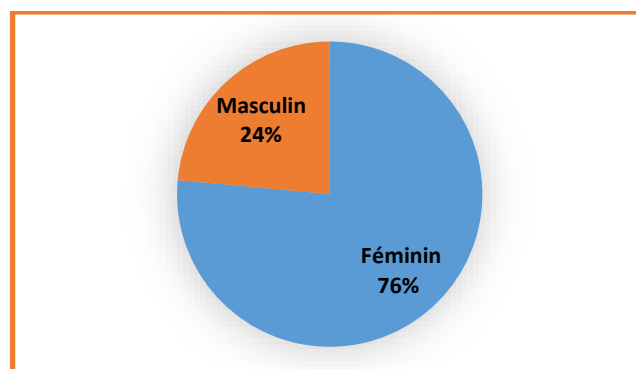
**Tableau 3.** Répartition des entrepreneurs jeunes par tranche d'âge



**Figure 14.** Répartition de jeunes entrepreneurs par tranche d'âge.

En ce qui concerne la répartition par sexe, les équipes d'enquêteurs ont pu atteindre 39 filles qui représentent 76% de notre échantillon contre 12 garçons soit 24% ; parmi lesquels 29 jeunes ont déclaré ne pas être les chefs de ménage soit 57% et 22 jeunes ou 43% en sont les chefs.

Des 51 bénéficiaires ayant participé à notre évaluation 100% ont déclaré avoir reçu une ou plusieurs formations qui étaient spécialement orientées vers l'entrepreneuriat, la préparation et les compétences de vie. En ce qui concerne l'alphabétisation 42 ont répondu en avoir bénéficié, ce qui représente 82% des enquêtés, les 9 restants n'ont pas suivi aucune formation sur la lecture et l'écriture.



**Figure 15.** Répartition des jeunes entrepreneurs

Tous les bénéficiaires ayant reçu la formation ont déclaré avoir ouvert une activité génératrice de revenu, 65% et ont pu se lancer dans la coupe et couture, 6% ont fait l'ajustage et 2% se sont lancés dans la mécanique, les 27% des jeunes qui ont choisi d'autres AGR entre autres :

Il y a un bénéficiaire qui n'a pas pu lancer directement une AGR car il devrait d'abord se concentrer sur ses études, a déclaré ceci : « *Merci beaucoup pour la formation reçue, cela va m'aider à débiter la production du jus de Kargasok. Il fallait d'abord que je sois concentré sur mes études afin de me donner dans cette activité* ».

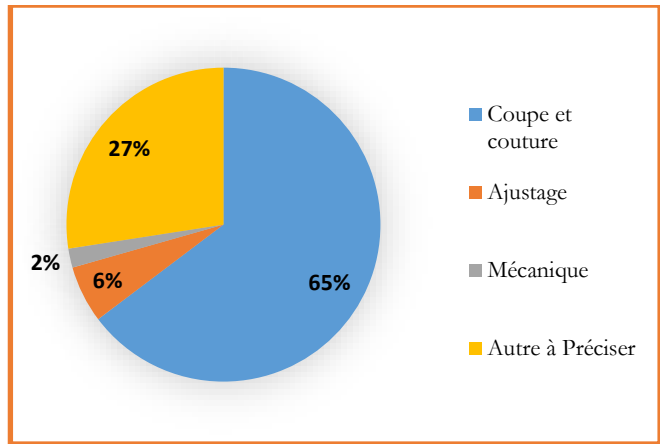


Figure 16. Types d'AGR créée

Parmi les 51 jeunes ayant répondu à notre étude, 50 ont déclaré que le métier choisi a transformé leur vie et cela dans la façon de savoir comment cela se manifeste différents témoignages ont été recueillis dont un extrait :

- *Parceque je commence déjà à dependre de ce métier en gagnant un petit montant pour subvenir à mes besoins ;*
- *Je gagne l'argent et je deviens indépendante, j'appui mes parents pour certains besoins de la famille ;*
- *Je me sens capable de faire quelques choses de mieux par moi-même.*

La seule personne qui a répondu le contraire a donné comme raison le retard dans la mise en œuvre de son AGR qui était dû à la poursuite de ses études et était encore au début.

#### 5.4. Santé sexuelle et de reproduction ainsi que la cohésion sociale

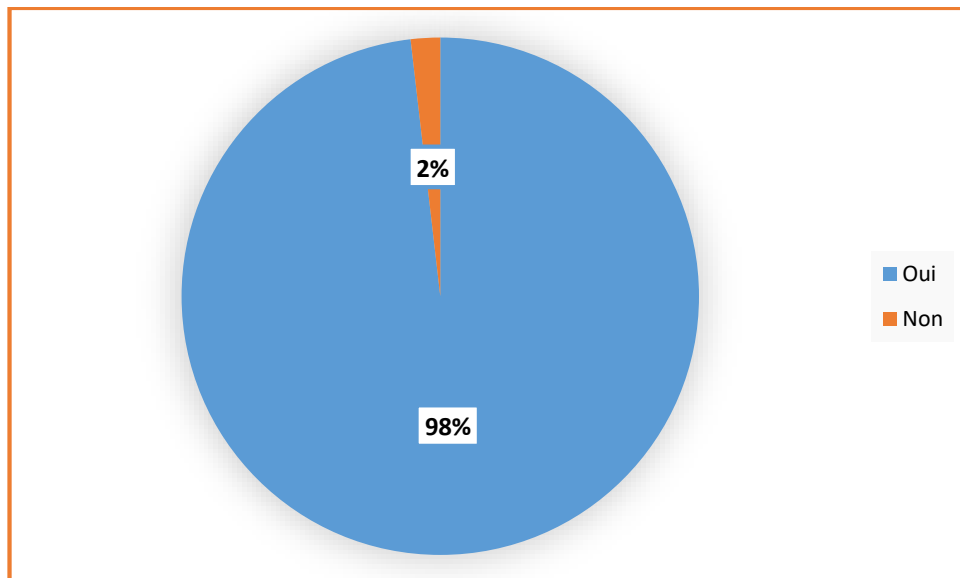
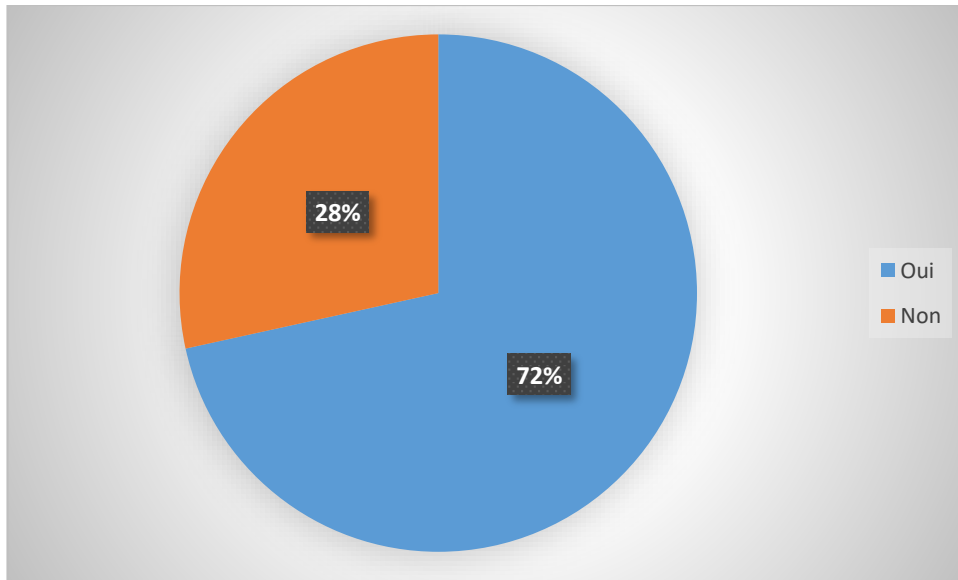


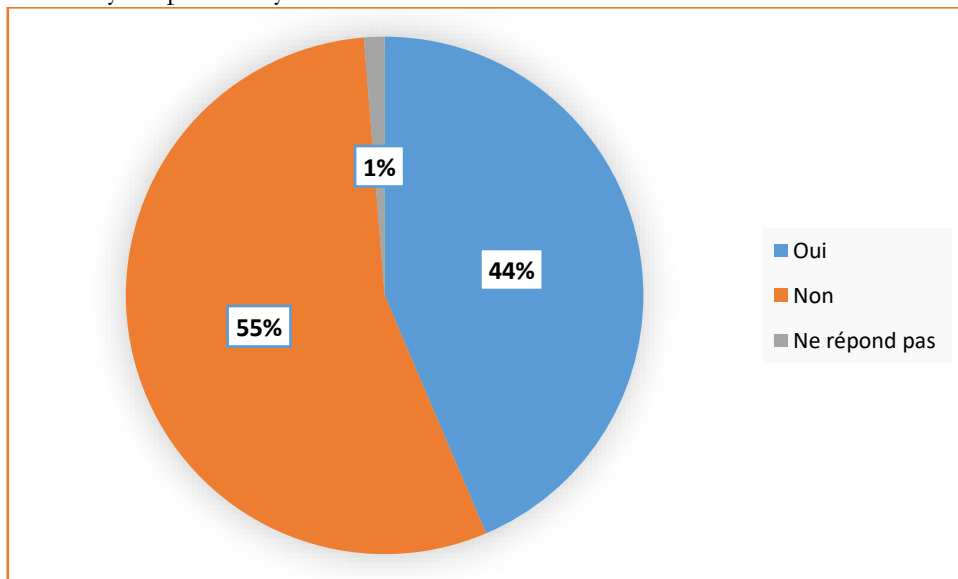
Figure 17. Intégration des jeunes dans le projet à limiter les risques

98% de 218 personnes (soit 214 enquêtés) ayant répondu à notre évaluation pensent que l'encadrement des jeunes dans le cadre du projet a permis de limiter les risques d'intégrer les groupes armés et de développer leurs quotidiens tandis que seuls 4 disent le contraire. Ceux qui pensent le contraire évoquent les raisons telles que la non-couverture totale du projet dans la zone peut constituer un frein, tandis que d'autres disent que certains jeunes n'étaient pas intéressés par le projet.



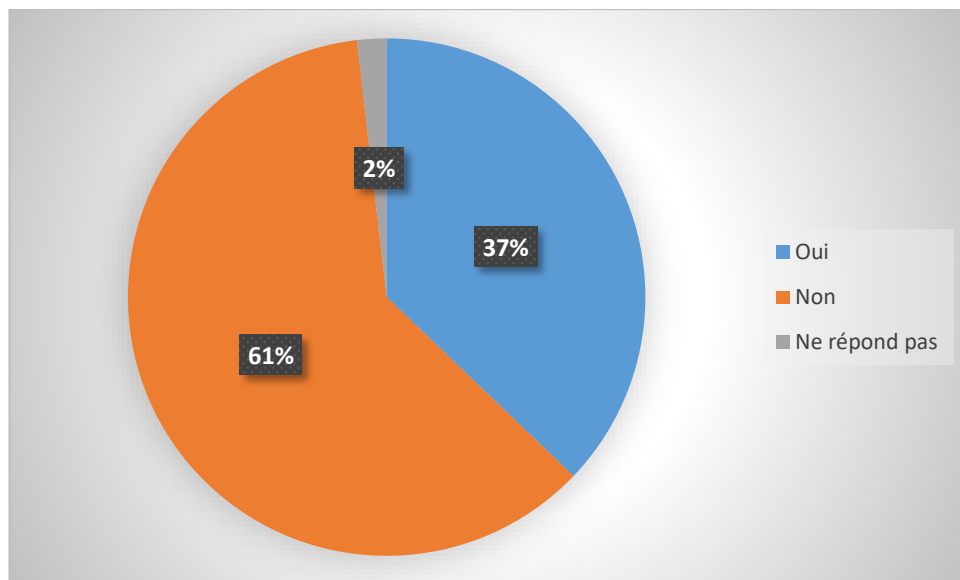
**Figure 18.** Réunions/formation dans le domaine de SSR

En se basant des données collectées 72% ou 156 personnes ont participé à une formation ou réunion dans le cadre du projet qui traite de la santé sexuelle de la reproduction contre 28% ou 62 personnes n'ayant pas eu à y assister.



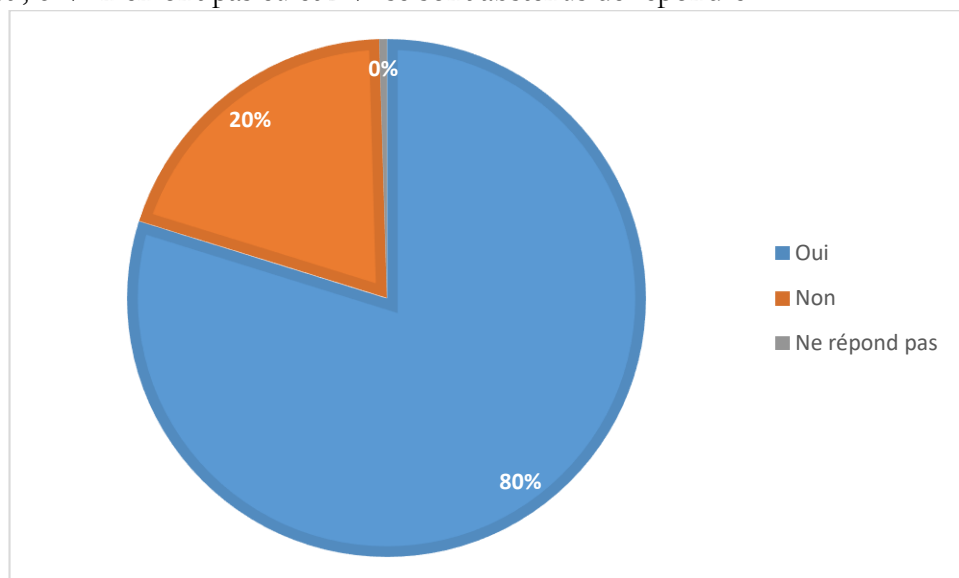
**Figure 19.** Le répondant ou le membre de sa famille ayant déjà bénéficié de SSR

Les répondants ayant affirmé avoir bénéficiés d'une formation ou réunion de la SSR (156 au total) parmi eux 44% disent qu'eux ou un membre de leur famille a déjà bénéficié de ce service, tandis que 55% pas encore et 1% ont refusé de répondre.



**Figure 20.** Assistance psychosociale

Dans le cadre du projet seuls 37% disent avoir déjà reçu une assistance psychosociale dans le cadre du projet ; 61% n'en ont pas eu et 2 % se sont abstenus de répondre.



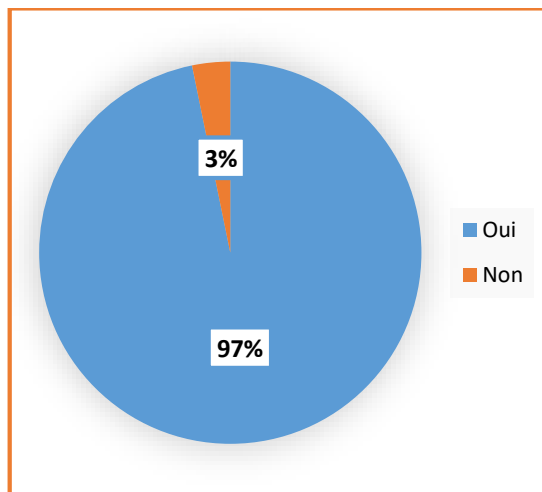
**Figure 21.** Connaissance sur les méthodes de contraception

La majorité des répondants ont déjà entendu parler des méthodes de contraception dans le cadre du projet, selon les chiffres issus de notre étude ce sont 80%, contre 20% et presque 0% (qui représente 1 personne sur les 218 n'ayant pas voulu donner la réponse à cette question).

A travers les données qualitatives recoltées auprès des communautés bénéficiaires du projet, il s'avère que des réunions des membres sont organisées au travers lesquelles ils constituent les département parmi dont les sensibilisations, identification des conflits, les membres du comité de pacification pour résolutin des conflits, plaidoyer et les membres de comité dee suivi de cas resoluus.

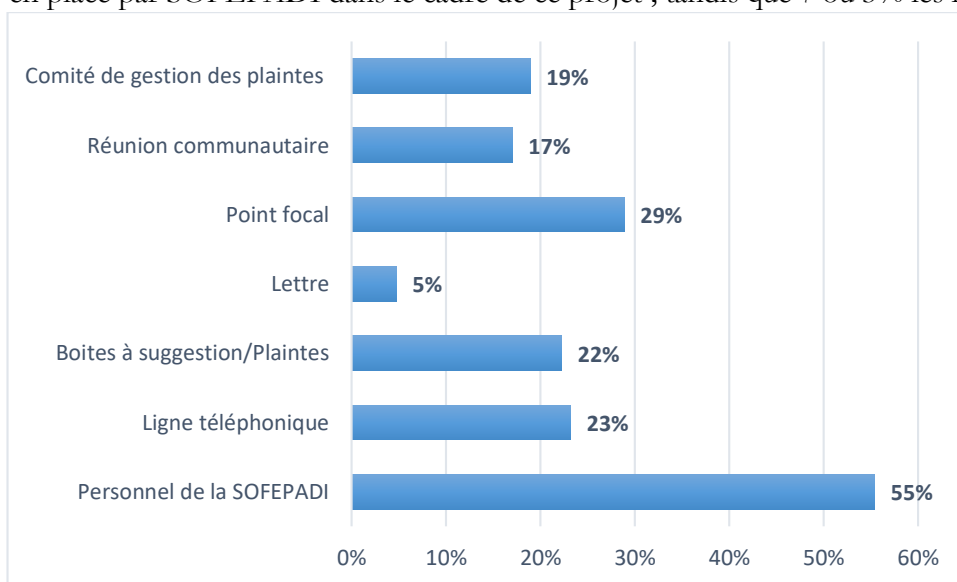
En ce qui concerne l'évolution des relations entre communauté depuis le début du projet jusqu'à présent, voici un témoignage :

*« Très bonne appréciation car les membres de différentes communautés interagissent ensemble car pour un exemple concret ; partant des organisations des ateliers invitant les autorités administratives, politico-locales et nous les membres des groupes de dialogues »*



**Figure 22.** Connaissance du mécanisme de gestion des plaintes

Des 218 personnes interrogées 211 ou 97% connaissent les mécanismes de gestion des plaintes mis en place par SOFEPADI dans le cadre de ce projet ; tandis que 7 ou 3% les ignorent.



**Figure 23.** Utilisation des mécanismes de gestion des plaintes

Se basant des 211 répondants qui peuvent citer au moins 3 mécanismes de gestion des plaintes utilisés, il s'avère que le face à face avec le personnel de la SOFEPADI est connu par 55%, 29% citent le point focal, la ligne téléphonique est utilisée par 23%, pendant que 19% connaissent le comité de gestion des plaintes et 17% font parvenir leur feedback dans les réunions communautaires. En ce qui concerne la satisfaction du système de retour d'information, 59% des 211 répondants sont plutôt satisfaits, 34% totalement satisfaits, 4% n'ont pas voulu répondre, 2% sont plutôt pas satisfaits, et 1% n'est pas du tout satisfaits.

## 6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### 6.1. Conclusion

La mise en œuvre du projet par la SOFEPADI sous le financement de l'Union Européenne en province de l'Ituri et du Nord – Kivu ayant comme intitulé RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES PAR LES CONFLITS AU NORD-KIVU ET EN ITURI « TUJENGE AMANI LEO » a permis de répondre aux besoins urgents de bénéficiaires dans le cadre la résilience économique ainsi que la cohésion pacifique, malgré que la zone d'intervention soit encore sujette des activismes de différents groupes cela n'a pas empêché à ce que les participants en tirent le meilleur.

Plusieurs personnes qui ont participé à cette évaluation ont apprécié du fait que le projet se soit inscrit afin de leur permettre de péreniser les acquis reçus à travers les différentes activités. Plusieurs personnes ont ainsi vu leur niveau de vie s'améliorer, acquérir de nouvelle connaissance dans différents domaines, apprendre à vivre en paix et savoir comment préserver les bienfaits du projet.

Le souci majeur reste l'instabilité sécuritaire dans la zone d'intervention qui pourrait affecter les résultats déjà obtenus actuellement, qui avaient tendance à se perpétuer.

Ce projet pourrait ainsi contribuer à la consolidation de la paix dans les zones où les conflits opposent les communautés s'il est étendu au delà de seules zones qui ont été ciblées.

### 6.2. Recommendations

Volet d'activité	Ce qui n'a pas marché dans la mise en œuvre	Ce qu'il faudrait faire différemment dans les prochains projets similaires	Recommandations
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le suivi non régulier et la maladie (surtout la peste porcine) qui a frappé les bêtes et bétails,</li> <li>- Les fourrages insuffisants et ou couteux pour les bénéficiaires de la ville</li> <li>- Insécurité et vol causant abandon des bêtes et bétails au détriment des malfrats</li> <li>- Latitude non donnée aux éventuels bénéficiaires de se choisir le type d'animal ou bétail à élever (cas d'octroi du porc à un musulman)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le suivi régulier des bêtes par les para-vétérinaires afin de s'actualiser sur l'état d'un tel ou tel autre bête...</li> <li>- La sélection objective des bénéficiaires des bêtes</li> <li>- Assistance moyennement environ 4 fois annuellement ou soit prolongée de fournir les fourrages aux bénéficiaires</li> <li>- Laisser toute latitude aux bénéficiaires de faire le choix de type d'animal ou bétail à recevoir du projet...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire participer les bénéficiaires dans le choix du bétail à faire pour plus d'équité ;</li> <li>- Renforcer l'équipe et ou les mécanismes de suivi des para-vétérinaires</li> <li>- Fournir plus d'une fois la fourniture des fourrages aux bénéficiaires/appuyer ceux qui habitent la ville dans la manière d'acquisition du fourrage.</li> <li>- Mettre en place un mécanisme de suivi de proximité de l'évolution des bénéficiaires en les encourageant à dénoncer le plus tôt possible les différents problèmes ou</li> </ul>

			limites connus dont le vol, la tracasserie,
Agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certaines entités n'ont pas encore d'espace à exploiter tel que promis par le projet aux bénéficiaires</li> <li>- Tous les bénéficiaires ne rassemblent pas leurs produits agricoles au moulin pourtant leur construit</li> <li>- Insuffisance de semences de choux pour certains bénéficiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Que le projet identifie et capitalise en amont les espaces à exploiter par les éventuels bénéficiaires et en aval pendant la mise œuvre du projet ces derniers étant identifiés ils soient affectés dans leurs champs pour exploitation sans prendre beaucoup de temps d'attente.</li> <li>- De rendre disponibles toutes les semences à distribuer selon que prévoit le projet afin d'éviter manque pour certains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Que le projet prenne les mesures nécessaires afin qu'à temps les terres à exploiter soit disponibles pour les bénéficiaires,</li> <li>- Tenir en compte la pérennisation du projet dans la zone en encourageant les cultivateurs qu'ils fassent moudre leurs récoltes au niveau du moulin communautaire, cela pourra améliorer la cohésion sociale et réduire le prix de production de la farine</li> <li>- Disposer d'une quantité suffisante des semences identifiées et combler les gaps pendant l'activité de distributions cela pourra faciliter le suivi des ingénieurs agronomes affectés par le projet futur</li> </ul>
Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les membres de groupes de dialogue déclarent la fin brusque du projet pourtant certains conflits datant étaient déjà en cours de processus de médiation et pas encore résolus</li> <li>- La non prise en compte par le projet de la construction d'un local où peuvent chaque fois se réunir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement régulier des capacités aux membres des groupes de dialogue vu que les conflits sont très dynamiques et changent souvent de type ou caractéristique. D'où, suivre approximativement l'évolution de tout processus de résolution des conflits.</li> <li>- Pour une contribution locale des membres de groupes de dialogue, initier les différents lieux pouvant servir de construire un local pour et ne pas seulement accompagner les structures locales en terme de formation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un mécanisme de suivi après le projet si certains cas de conflits en processus de résolution surgissent, persistent ou sont résolus.</li> <li>- Préparer comment quitter la zone en ayant un plan d'exit clair qui va aider à ce que la communauté soit à capable de pérenniser les acquis du projet ;</li> <li>- Appuyer la communauté dans la dotation d'un local où siègeront les membres de groupes de dialogues.</li> </ul>
Résilience économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration prolongée des nouveaux bénéficiaires dans les CEP et AVEC</li> <li>- Insuffisance de matériels d'apprentissage dotés aux apprenants</li> <li>- Longue période d'attente après enregistrement des potentiels bénéficiaires pour débiter les séances d'apprentissage des métiers.</li> <li>- Nombre limité des jeunes enregistrés pour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer les bénéficiaires à temps, surtout au même que tant d'autres pour un même seuil de compréhension du projet et des formations de tous à temps réel que de les récupérer après</li> <li>- Disposer des matériels à doter à temps pour ne pas déséquilibrer certains lors des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Négocier à temps les espaces pouvant être exploités par les bénéficiaires du projet à venir.</li> <li>- Disposer à temps les matériels à distribuer proportionnellement au nombre des bénéficiaires identifiés</li> <li>- Que l'activité de ciblage des bénéficiaires ne soit pas fixée largement de celle de distribution ou démarrage des apprentissages proprement dits évitant les autres potentiels bénéficiaires de regagner leurs milieux d'origine</li> </ul>

	<p>l'apprentissage de différents métiers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la non-couverture totale du projet dans la zone peut constituer un frein,</li> </ul>	<p>séances d'apprentissage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter le nombre des jeunes à intégrer le projet comme projet a plus contribué à la réduction des cas de délinquance juvénile dans ses zones de mise en œuvre.</li> </ul>	<p>vu le contexte volatile de sécurité...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elargir la zone de couverture pour récupérer les autres à besoins d'apprendre les différents métiers du projet similaire étant donné que ces activités sont nécessaires pour toute la zone</li> <li>- Organiser des séances rotatives des bénéficiaires lors de l'apprentissage afin de couvrir tout le monde</li> </ul>
Santé sexuelle reproductive	Présence de quelques cas de bénéficiaires qui n'ont pas suivi ces différentes formations pourtant partie prenante du projet.	Récupérer les autres bénéficiaires du projet quel que soit leur volet et les renforcer des capacités sur la santé sexuelle et reproductive	Organiser les séances de récupération en renforcement des capacités de ces bénéficiaires qui n'ont pas pu bénéficier de ces différentes formations sur la santé sexuelle reproductive afin de se rassurer que le projet a touché toutes les parties prenantes du projet 100%.
Accompagnement psychologique	Moindre couverture de prise en charge des membres de bénéficiaires du projet en accompagnement psychologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensifier les séances de renforcement des capacités à 100% de bénéficiaires afin de se rassurer de tout aspect de la vie pouvant aider à découvrir différents aspects liés au bon état psychologique.</li> </ul>	Que des agents psychosociaux et experts plus les membres de la communauté recrutés comme encadreurs à ce projet soient permanents pendant la mise en œuvre jusqu'à la fin du projet au côté des bénéficiaires pour s'imprégner les différents cas méritant un accompagnement psychologique évitant d'en perdre même un.

### 6.3. Quelques feedback reçus de la part des bénéficiaires

#### ELEVAGE

« La SOFEPADI avait bien fait de nous donner de porc, et nous voulons que la SOFEPADI continu à nous faire du bien. »

« Pour moi Sofepadi avait prévu les porcs or il ya des beneficiaires des religions qui ne peux pas eleve les porcs. Il faut demande aux beneficiaires de choisir l'elevage de son choix. »

« Nos bêtes étaient mortes mais l'organisation de mis en œuvre n'avait pas songer à nous donner d'autres. »

« L'insuffisance des betes livrées il fallait qu'il ait au moins 2 femelles et 1 mal pour compenser ceux qui pourraient etre attaques par la maladie au lieu que tout l'elevage puisse disparaître. »

« Dans ce projet surtout pour l'élevage nous sommes butés sur le problème climatologique surtout l'élevage de porc car il y a trop de chaleurs. »

« SOFEPADI nous avait promis de nous amener la nourriture des porcs mais ça n'a pas été fait, à la prochaine nous souhaitons qu'on nous promette ce qui sera réalisé. »

« Que la SOFEPADI nous aider avec les vétérinaires qui aime vraiment leurs travail »

#### RELANCE ECONOMIQUE

« Je ne savais pas écrire et lire, je n'avais pas le travail, mais apres toutes ses formations je connais écrire et lire et je mon activite generatrice de revenu. »

« Je connais déjà lire et écrire, je connais coudre les habits et ça m'apporte de l'argent. »

« Il y a deja un changement car je dépends de moi meme pour subvenir à mes besoins. »

« Oui il ya un avantage et une amélioration dans ma vie car je commence déjà à dependre de ce métier de couture pour subvenir à mes besoins. »

« Je suis capable d'écrire mon nom, les messages et lire. »

« Nous les bénéficiaires, remercions SOFEPADI de nous avoir accompagné dans ce projet. Que SOFEPADI continue de toquer devant les portes des bailleurs pourqu'il y ait d'autres bénéficiaires supplémentaires. »

« Nous remercions la SOFEPADI pour tout ce qu'elle fait pour nous la communaute de MANGINA et de continuer à faire du bien en nous amenant un autre projet de développement. »

« Pour le moment je commence a repondre a mes besoins, je commence un petit commerce de vente de poissons et j'ai déjà deux apprenants pour la coupe couture qui me paye apres la formation. »

## AGRICULTURE ET COHESION SOCIALE

*« Je menais une vie de prostituée mais grâce à cette AGR je réponds facilement mes besoins. »*

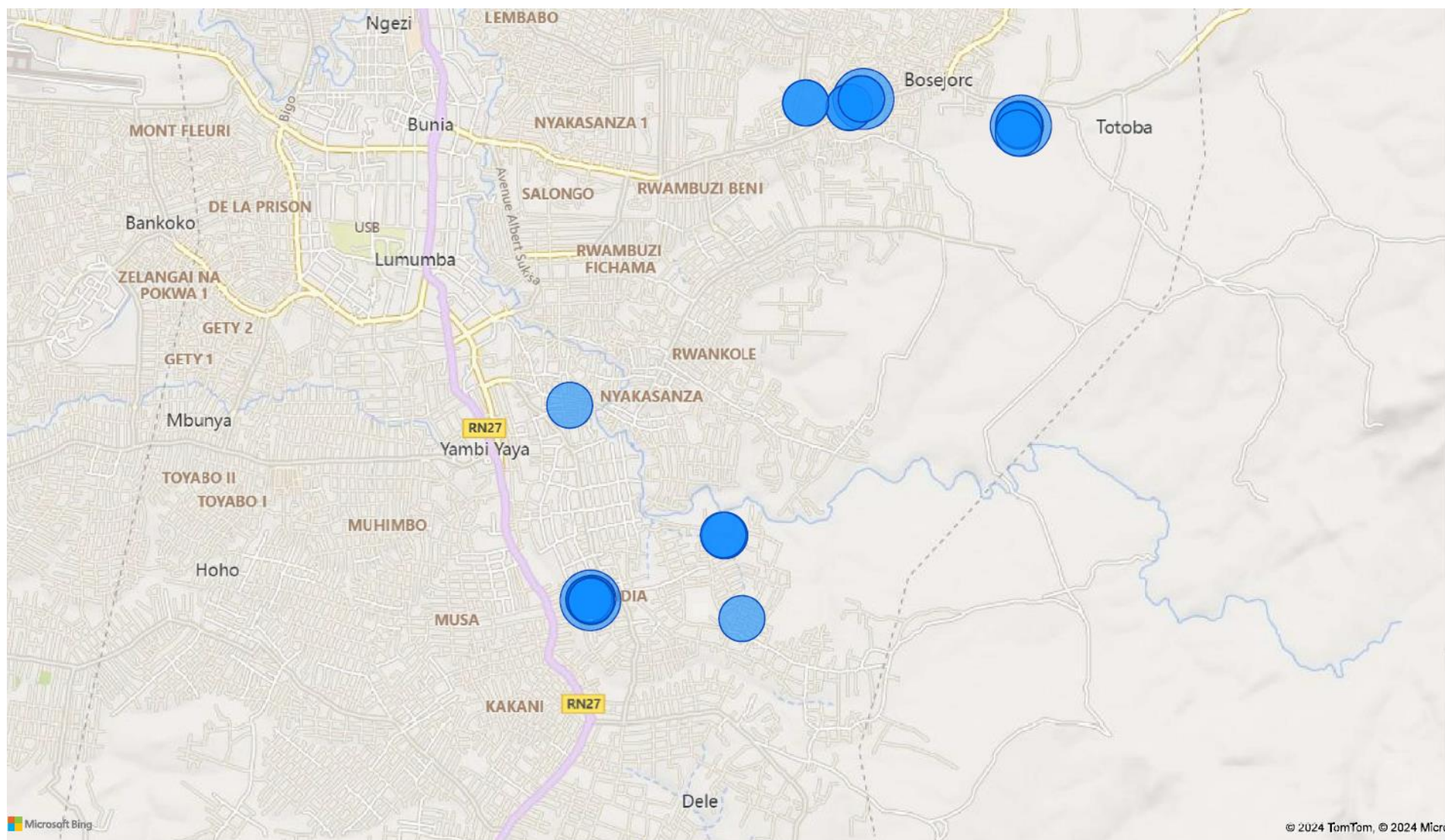
*« A travers mon AGR je gagne de l'argent et je ne peux pas me prostituer, moi même je couds mes habits et je prends en charge tous mes besoins ».*

*« Que la SOFEPADI puisse continuer de créer plus ces genres de projet surtout dans le cadre de cohésion sociale et la cohabitation pacifique pour le retour de la paix dans notre province ».*

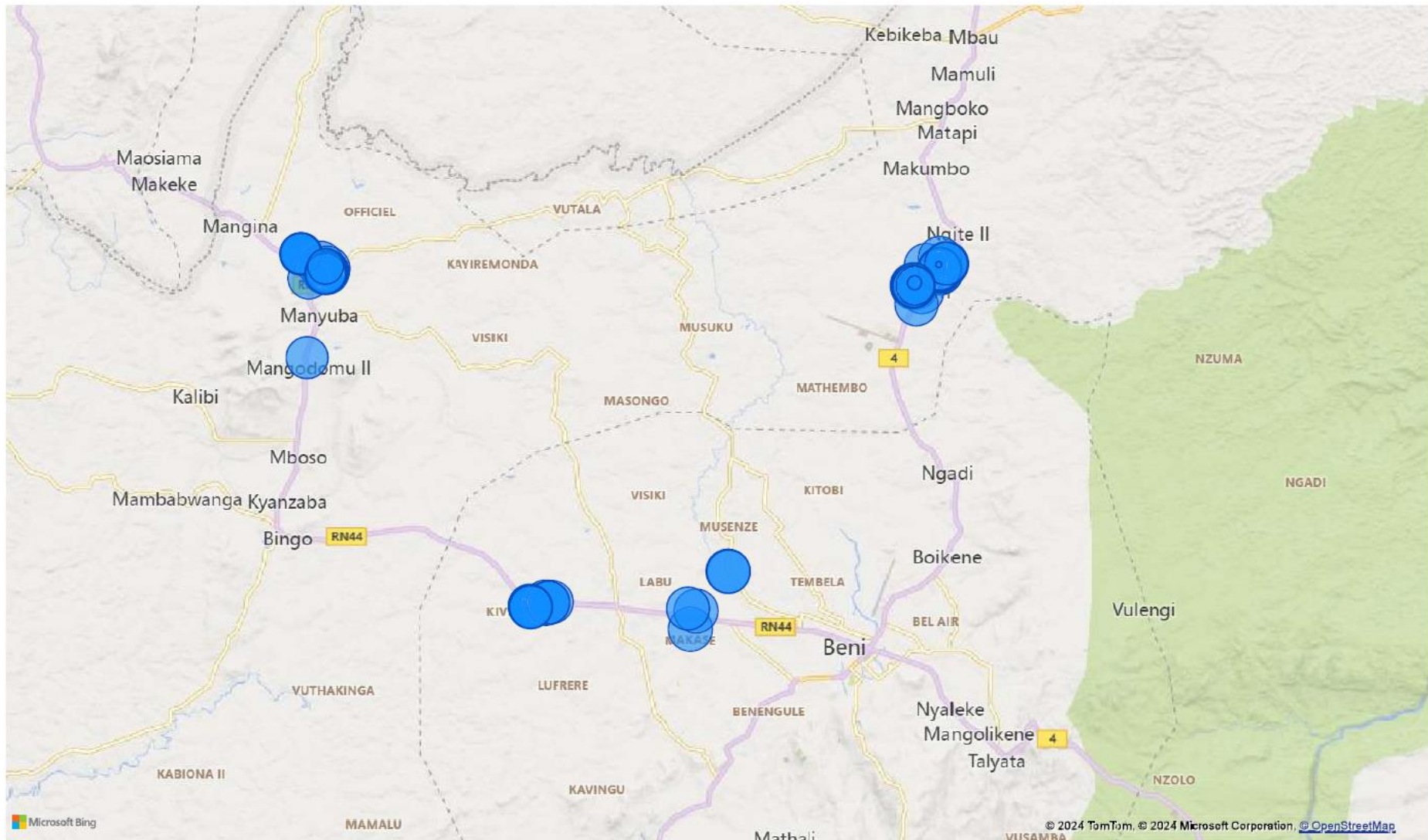
*« Merci beaucoup à SOFEPADI ; car je ne savais pas si je pouvais avoir la machine et qu'il continuer avec les projets d'encadrer les nouveaux jeunes qu'ils bénéficient comme nous autres et d'être autonomes. »*

*« Nous remercions la Sofepadi. Mais lui demandons de faire le plaidoyer pour que nous continuer avec le projet ; car la guerre continue nous n'avons pas accès à nos champs. Dans la communauté tout le monde n'a pas bénéficié, nous demandons qu'il puisse augmenter d'autres bénéficiaires dans le projet ».*

- 7.1. Bases des données analysées
- 7.2. Fiches des focus groupes et entretiens individuelle renseigné,
- 7.3. Liens d'accès au serveur de VIGREL pour l'étude,
- 7.4. Album de quelques images d'étude
- 7.5. Carte de l'étude-zones et localités touchées par l'enquete,



Dans la ville de Bunia, les zones où les enquêtes ont été menées par l'équipe dans le cadre de l'évaluation « TUJENGE AMANI LEO » pour SOFEPADI en février 2024  
**Figure 23.** Carte du déploiement des équipes VIGREL dans la ville de Bunia



Dans le territoire de Beni, les zones où les enquêtes ont été menées par l'équipe dans le cadre de l'évaluation « TUJENGE AMANI LEO » pour SOFEPADI en février 2024

Figure 24. Carte du déploiement des équipes VIGREL dans le territoire de Beni